
Quel bilan après deux ans, Monsieur le Directeur Régional !

A défaut d'un projet ambitieux et fort pour la 1ère à la Réunion, ou d'un projet éditorial pour nos antennes, concrètement, **le directeur régional est arrivé avec un projet d'économies.**

Des économies budgétaires tout d'abord avec 126 000€ rendus à Paris en 2016 et 160 000€ en 2017.

Pour donner un ordre d'idée, 160 000€ c'est une opération d'envergure comme le Grand Raid ou environ 7 sorties avec le car de production régional au complet.

Des économies de postes ou Equivalent Temps Plein aussi, avec -7 ETP en 2016 et -3,5 ETP en 2017. Soit 10 emplois partis en fumée depuis 2 ans et la direction nous promet de surcroît la disparition de 4 postes pour 2018.

4 ETP c'est bien le nombre de personnes dont nous avons besoin pour réaliser une émission quotidienne toute l'année, telle que « Claudio dans la Kaz ».

Cette politique destructrice d'emplois et des moyens touche notre activité et pour cette année le directeur régional nous prédit lors du Ce de janvier que nous allons produire moins de programmes en interne.

On est bien loin du projet Horizon 2020 qui devait faire de notre station et de ses employés des fournisseurs, des producteurs de contenus.

Et pendant ce temps, **de nombreux services sont en souffrance** :

Le directeur régional avait lui-même identifié le service communication. Aujourd'hui après 2 nominations, les choses se sont-elles arrangées ?

Le rapport Hochard avait été très critique vis-à-vis du fonctionnement du service internet. Quelles sont les avancées 4 ans plus tard ?

Les cabinets Secafi et Verso avaient pointé la médiathèque, un service sans chef de service, sans pilote, livré à lui-même jusqu'à maintenant. Aujourd'hui suite aux nombreux arrêts maladies des salariés sont remplacés par des renforts, sans formation ou avec des formations réduites.

Une maintenance avec 2 chefs de maintenance pour 3 administrateurs réseaux,

Un service de production amputé de son chargé de production et avec une seule assistante de production à partir du mois de mai.

Un service RH sans RRH, une succession de missions et des dossiers qui prennent du retard.

Une rédaction clairsemée par les arrêts maladies et sous le coup de plusieurs enquêtes CHSCT.

Mais au lieu de régler ces problèmes bien concrets, le directeur régional a choisi d'autres pistes d'économies en tentant de désorganiser des services qui fonctionnent encore, la fabrication en régie télé et radio par exemple.

A cela nous pouvons ajouter **l'aplomb et le mépris du directeur régional pour les OS et les IRP**. Nous avons voté lors du CE de Juillet : **6 élus sur 6 contre le projet Horizon 2020**.

Et pourtant le soir même, le directeur régional annonçait que nous avions « validé négativement » le projet et qu'il pouvait enfin lancer le chantier tel quel.

Des **nominations** dont **l'opacité** est de rigueur. Des salariés choisis et triés sur le volet dont très peu possèdent les diplômes, les formations ou l'expérience demandés selon les critères de FTV afin d'exercer leurs nouvelles fonctions, mais bénéficier d'une « conviction RH » peut suffire pour certains.

Tout est possible à la grande loterie de Réunion la 1ère.

Pour clore le tableau, nous aurons au menu de 2018 les **expérimentations sans cadre défini, ni périmètre ou calendrier, sans négociations avec les OS**. Ces expérimentations permettront à la direction de **sortir du cadre protecteur de la convention collective** pour venir grignoter nos droits, tout en nous faisant culpabiliser d'être bien rémunérés.

Notre constat est sans appel, **nous sommes contre les méthodes employées par le directeur régional**. Cependant, **nous, élus Cfdt, nous continuerons de participer aux différentes instances et au dialogue social**. La Cfdt-médias, syndicat réformateur, ne laissera pas son siège vacant.

Nous continuerons d'être force de propositions, mais en étant de plus en plus **circonspect et attentif** sur les agissements d'une **direction prête à tout pour apparaître comme le bon élève aux yeux de Paris**, au détriment de notre station.

Nous continuerons à nous battre pour notre activité, pour nos emplois, nos téléspectateurs, nos auditeurs et nos followers.

Nous sommes **pour la sécurisation de nos parcours professionnels**, pour une valorisation des métiers et de l'expertise.

Pour l'évolution professionnelle par l'intermédiaire d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences effective, **pour une formation validante**, des aires de mobilité adaptées, au service d'émissions péi, **au service d'un projet éditorial clairement identifié**.

Pour la définition et la stabilité du budget dédié à la production interne.

Pour la régularisation des CDD historiques et le maintien de l'emploi.

Pour le maintien d'une activité créative et génératrice de richesses, de connaissances dans des domaines aussi variés que l'information, la culturelle, la politique, l'histoire, les arts, le spectacle, le divertissement, le sport, jouant pleinement **notre rôle de média social de proximité dans le cadre de nos missions de service public**.

Les populations d'outremer ont droit à un service public légitime, de qualité, à la hauteur de ses attentes.